

De : "LDH-NC" <ldhnc@lagoon.nc>
Objet : **LDH-NC-Communiqué sur la Papouasie Occidentale**
Date : 13 novembre 2011 11:28:14 HNEC
À : <ldhnc@lagoon.nc>
1 pièce jointe, 108 Ko

Ligue des Droits de l'Homme et du citoyen de Nouvelle-Calédonie

(voir aussi en pièce jointe)

Nouméa, le 10 novembre 2011

Communiqué

Le peuple papou vit sur ses terres depuis des temps immémoriaux. En Papouasie Occidentale (dite aussi Irian Java), il revendique son indépendance par rapport à l'Indonésie depuis 1961. Son troisième Congrès dans ce but s'est déroulé à Jayapura, en présence de 5.000 papous environ. A son issue, le 10 octobre 2011, la résolution pour l'indépendance de 1961 a fait l'objet d'une nouvelle proclamation solennelle.

Alors que 1000 participants n'avaient pas encore quitté les lieux, **une répression aveugle, perpétrée notamment avec des armes à feu**, s'est abattue sur la foule.

Daniel Kadepa, 25 ans, étudiant, **Max Asa Yeuh**, 35 ans, **Yacobus Samansabra**, 53 ans, membres de « Petapa », un organisme veillant au respect des droits fonciers, **ont été tués par balle**. **Six dirigeants indépendantistes ont été arrêtés et accusés de « trahison »**. Ils ont été relâchés depuis. Parmi eux, **Forkorus Yaboisembut**, président du Conseil Coutumier Papou, ainsi qu'**Edison Waroni**, le président de l'Autorité Nationale Papou.

La Ligue des Droits de l'Homme et du citoyen de Nouvelle Calédonie dénonce cette répression barbare qu'elle analyse comme :

- **constitutive du projet d'écraser une population pacifique revendiquant légitimement son indépendance**
- **exprimant la volonté de soutenir activement les intérêts de la société minière « Freeport » qui exploite dans des conditions très dures le prolétariat papou dont elle combat les revendications avec l'armée de l'Etat indonésien, sa police, ses indicateurs, ses services secrets.**
- **marquant en Indonésie une régression terrible du régime de Susilo Bambang Yudhoyono, vers une dictature sanguinaire, alors même que les élections locales organisées il y a deux ans avaient donné l'espoir d'une évolution démocratique.**

Au nom de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 et de la Déclaration des Droits des Peuples Autochtones de 2007, la LDHC-NC **dénonce une répression abjecte et un exercice arbitraire du pouvoir.**

Elle invite les organisations démocratiques de Nouvelle-Calédonie à faire de même, en particulier les partis politiques et les syndicats.

Elle s'adresse aussi à Monsieur Alain Juppé, Ministre de Affaires Etrangères du Gouvernement français ainsi qu'à Madame Cathy Ashton, la Haute Représentante de l'Union Européenne pour les Affaires Etrangères, afin qu'une commission d'enquête internationale soit mise en place et que des poursuites judiciaires soient engagées devant la Cour pénale Internationale à l'encontre de l'Etat indonésien.

Enfin, elle dépose le présent communiqué au Consulat d'Indonésie à Nouméa pour transmission à son gouvernement.

Le Président Elie Poigoune et le Bureau de la LDH-NC.



Ligue des Droits de l'Homme et du citoyen de Nouvelle-Calédonie

BP 18197 – NOUMEA 98857 – Tél/Fax (687) 74 16 72

Courriel : ldhnc@lagoon.nc



Nouméa, le 10 novembre 2011

Communiqué

Le peuple papou vit sur ses terres depuis des temps immémoriaux. En Papouasie Occidentale (dite aussi Irian Java), il revendique son indépendance par rapport à l'Indonésie depuis 1961. Son troisième Congrès dans ce but s'est déroulé à Jayapura, en présence de 5.000 papous environ. A son issue, le 10 octobre 2011, la résolution pour l'indépendance de 1961 a fait l'objet d'une nouvelle proclamation solennelle.

Alors que 1000 participants n'avaient pas encore quitté les lieux, **une répression aveugle, perpétrée notamment avec des armes à feu**, s'est abattue sur la foule.

Daniel Kadepa, 25 ans, étudiant, **Max Asa Yeuh**, 35 ans, **Yacobus Samansabra**, 53 ans, membres de « Petapa », un organisme veillant au respect des droits fonciers, **ont été tués par balle. Six dirigeants indépendantistes ont été arrêtés et accusés de « trahison »**. Ils ont été relâchés depuis. Parmi eux, **Forkorus Yaboisembut, président du Conseil Coutumier Papou**, ainsi qu'**Edison Waroni, le président de l'Autorité Nationale Papou**.

La Ligue des Droits de l'Homme et du citoyen de Nouvelle Calédonie dénonce cette répression barbare qu'elle analyse comme :

- constitutive du projet d'écraser une population pacifique revendiquant légitimement son indépendance
- exprimant la volonté de soutenir activement les intérêts de la société minière « Freeport » qui exploite dans des conditions très dures le prolétariat papou dont elle combat les revendications avec l'armée de l'Etat indonésien, sa police, ses indicateurs, ses services secrets.
- marquant en Indonésie une régression terrible du régime de Susilo Bambang Yudhoyono, vers une dictature sanguinaire, alors même que les élections locales organisées il y a deux ans avaient donné l'espoir d'une évolution démocratique.

Au nom de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 et de la Déclaration des Droits des Peuples Autochtones de 2007, la LDHC-NC **dénonce une répression abjecte et un exercice arbitraire du pouvoir.**

Elle invite les organisations démocratiques de Nouvelle-Calédonie à faire de même, en particulier les partis politiques et les syndicats.

Elle s'adresse aussi à Monsieur Alain Juppé, Ministre de Affaires Etrangères du Gouvernement français ainsi qu'à Madame Cathy Ashton, la Haute Représentante de l'Union Européenne pour les Affaires Etrangères, afin qu'une commission d'enquête internationale soit mise en place et que des poursuites judiciaires soient engagées devant la Cour pénale Internationale à l'encontre de l'Etat indonésien.

Enfin, elle dépose le présent communiqué au Consulat d'Indonésie à Nouméa pour transmission à son gouvernement.

Le Président Elie Poigoune et le Bureau de la LDH-NC.